

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1381

[2011/202467]

**12 MAI 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, de travaux publics et d'agriculture, notamment l'article 113;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 2010 et le 8 février 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 juillet 2010 et le 10 février 2011;

Vu l'avis 49.305/4/AG du Conseil d'Etat, donné les 23 mars et 5 avril 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 4 octobre 2010;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De l'octroi et des modalités de calcul des subventions relatives aux halls relais agricoles*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> promoteur : les personnes morales visées à l'article 113, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, de travaux publics et d'agriculture;

2<sup>o</sup> hall relais agricole : immeuble destiné à accueillir des activités de transformation ou de commercialisation de produits agricoles, y compris les opérations de stockage par des agriculteurs ou par des sociétés coopératives de transformation et de commercialisation, ainsi que l'équipement mobilier ou technique de ces immeubles destinés à développer des circuits courts de valorisation des produits agricoles ;

3<sup>o</sup> administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

4<sup>o</sup> taux de calcul : taux établi trimestriellement et correspondant à la moyenne du taux EURIBOR à un an du trimestre précédent, majoré d'1,5 %, sans toutefois pouvoir excéder le taux de 5 %.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un projet de hall relais agricole présenté par un promoteur peut bénéficier d'une subvention en vertu des dispositions du présent arrêté.

§ 2. La subvention prend la forme :

1<sup>o</sup> soit d'un subside en capital;

2<sup>o</sup> soit d'un subside en intérêts lorsque le promoteur contracte un crédit;

3<sup>o</sup> soit d'une combinaison entre les subsides visés aux points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Dans le dossier de candidature visé à l'article 8, le promoteur indique le choix du subside ou de la combinaison de subsides qui emporte sa préférence.

Ce choix n'est pas créateur de droit dans le chef du promoteur et ne lie pas l'administration.

§ 3. Le taux du subside est majoré de bonus lorsque le projet de hall relais agricole :

1<sup>o</sup> est localisé dans l'une des zones franches visées à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

2<sup>o</sup> concerne au moins dix agriculteurs;

3<sup>o</sup> génère directement au moins cinq emplois équivalents temps plein.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le subside en capital visé à l'article 2, § 2, 1<sup>o</sup>, est liquidé au moyen de tranches annuelles successives.

§ 2. Pour les investissements immobiliers, la tranche annuelle correspond à 4 % du montant nominal de l'investissement.

Ce taux est majoré d'un bonus de 1 % lorsque le projet de hall relais agricole présente l'une des caractéristiques visées à l'article 2, § 3.

Le taux ne peut être majoré de plus de deux bonus.

Le nombre de tranches annuelles octroyé pour un investissement immobilier ne peut être supérieur à quinze.

§ 3. Pour les investissements mobiliers, la tranche annuelle correspond à 6 % du montant nominal de l'investissement.

Ce taux est majoré d'un bonus de 2 % lorsque le projet de hall relais agricole présente l'une des caractéristiques visées à l'article 2, § 3.

Le taux ne peut être majoré de plus de deux bonus.

Le nombre de tranches annuelles octroyé pour un investissement mobilier ne peut être supérieur à neuf.

**Art. 4.** Lorsque le promoteur a recours au crédit, le subside en intérêts visé à l'article 2, § 2, 2<sup>o</sup>, prend la forme d'une intervention dans la prise en charge des frais d'intérêts grevant les investissements relatifs au projet de hall relais agricole.

Le subside correspond à la différence entre le taux d'intérêt de 1 %, à charge du promoteur, et le taux de calcul en vigueur au moment de la signature de l'acte de prêt avec l'organisme de crédit.

La durée du subside en intérêts ne peut excéder six ans.

**Art. 5.** La garantie de la Région wallonne peut être sollicitée pour tout projet de hall agricole faisant l'objet d'une subvention et pour lequel un prêt est contracté par le promoteur auprès d'un organisme de crédit.

La garantie complète, le cas échéant, les sûretés constituées par le promoteur. Elle ne peut en aucun cas couvrir plus de 75 % du solde restant dû du crédit relatif au projet éligible.

La partie garantie du prêt ne peut en aucun cas dépasser la somme de 1.500.000 euros par projet éligible.

**Art. 6.** Le montant brut total de la subvention visée à l'article 2 octroyé à une même entreprise ne peut en aucun cas dépasser la somme de deux cent mille euros par période de trois exercices fiscaux.

La subvention visée à l'article 2 ne peut être accordée à des entreprises en difficulté.

Le cas échéant, le montant de la subvention est réduit à due concurrence par l'administration.

**Art. 7.** La subvention visée à l'article 2 est octroyée sur base d'une procédure d'appel à projets.

Le Gouvernement procède à un appel à projets par an, dans le courant du premier semestre de l'année civile.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de deux mois à dater du lancement de l'appel à projet, le promoteur introduit un dossier de candidature auprès de l'administration.

Le dossier de candidature est communiqué à l'administration par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi.

§ 2. Le modèle de dossier de candidature est fixé par l'administration.

Ce dossier comprend au moins :

1° l'identification de chaque promoteur du projet et, le cas échéant, le numéro d'identification à la Banque-Carrefour des Entreprises;

2° l'objet précis du projet, à savoir :

a) les caractéristiques physiques et techniques du hall relais agricole projeté, reprenant les perspectives d'extension à court, moyen et long terme;

b) les modalités de gestion technique du hall relais agricole;

c) les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du hall relais agricole;

d) le plan financier;

e) les prévisions en termes de création d'emplois directs et d'agriculteurs concernés;

3° l'estimation financière globale de la réalisation du projet;

4° le choix du type de subside ou de la combinaison de subsides emportant la préférence du ou des promoteurs;

5° le règlement d'ordre intérieur applicable au hall relais agricole projeté, y compris les mécanismes propres à assurer l'évaluation périodique et la transparence des décisions prises par les organes de gestion;

6° pour chaque promoteur, une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il est en règle au regard de ses obligations telles qu'elles découlent des législations et dispositions réglementaires en matière fiscale, sociale et environnementale;

7° la preuve que le projet implique au minimum un agriculteur, au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

8° le calendrier prévisionnel des étapes de mise en œuvre du projet.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'administration accuse réception du caractère complet du dossier de candidature au promoteur dans les dix jours ouvrables de sa réception.

Dans l'hypothèse où le dossier de candidature transmis est incomplet, l'administration en informe le promoteur dans le délai visé à l'alinéa précédent, et fixe le délai dans lequel les éléments manquants doivent lui être communiqués.

§ 2. L'administration procède à l'analyse des dossiers de candidature complets et rédige un rapport portant sur la faisabilité, sur la viabilité des projets ainsi que sur la pertinence du plan financier.

Le rapport est transmis au comité d'avis visé à l'article 10 dans un délai de deux mois à dater de la clôture de l'appel à projets visé à l'article 7.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un comité d'avis, composé comme suit :

1° un représentant du Ministre de l'Agriculture;

2° un représentant de l'administration;

3° un expert en micro-économie, dont les compétences sont reconnues en matière d'évaluation de plans financiers, désigné par le Ministre de l'Agriculture;

4° un expert en économie rurale, dont les compétences sont reconnues en matière d'évaluation de projets économiques ruraux, désigné par le Ministre de l'Agriculture;

5° un représentant du Ministre de l'Economie;

6° un représentant de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie.

§ 2. Dans un délai d'un mois à dater de la réception du rapport de l'administration visé à l'article 9, § 2, le comité rédige un avis sur chaque projet éligible au droit de la subvention visée à l'article 2 et établit leur classement.

Le classement est effectué par ordre décroissant, sur base des critères fixés à l'article 113 du décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, de travaux publics et d'agriculture.

Le classement est communiqué par le comité d'avis au Gouvernement.

**Art. 11.** Sur base du classement visé à l'article 10, § 2, le Gouvernement désigne les projets de hall relais agricole bénéficiaires de la subvention visée à l'article 2.

Le Ministre de l'Agriculture notifie la décision prise par le Gouvernement à l'ensemble des promoteurs ayant déposé un dossier de candidature recevable.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 2 est attribuée par le Ministre de l'Agriculture.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur applicable au hall relais agricole est approuvé par le Ministre de l'Agriculture ou par son délégué, et annexé à l'arrêté ministériel allouant la subvention.

Toute modification du règlement d'ordre intérieur du hall relais agricole est soumise, préalablement à son entrée en vigueur, à l'approbation du Ministre de l'Agriculture ou de son délégué.

Toute clause du règlement d'ordre intérieur qui n'a pas fait l'objet d'une approbation préalable du Ministre de l'Agriculture ou de son délégué est réputée non écrite.

**Art. 13.** Le projet de hall relais agricole faisant l'objet d'une subvention en vertu du présent arrêté doit être mis en service dans un délai n'excédant pas trente-six mois à dater de la notification de l'arrêté d'octroi de la subvention au promoteur, ce dans le respect des conditions visées à l'article 16.

A défaut, la subvention est réputée perdue.

Le Ministre de l'Agriculture peut proroger ce délai de maximum douze mois.

#### CHAPITRE II. — *Du contrôle des subventions*

**Art. 14.** L'agent délégué par l'administration a, en permanence, libre accès à la comptabilité et aux livres de comptes du hall relais agricole, ainsi qu'aux contrats visés à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>.

En vue de vérifier le respect des conditions d'octroi de la subvention visée à l'article 2, l'agent délégué par l'administration a, en permanence, libre accès aux installations et locaux techniques du hall relais agricole.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La désaffectation du hall relais agricole met fin de plein droit à l'octroi de la subvention.

Si la désaffectation du hall relais agricole intervient endéans une période de quinze ans à dater de la mise en service visée à l'article 13, les subsides en capital sont remboursés à l'administration par le promoteur.

Moyennant mise en demeure préalable, l'administration procède par toutes voies de droit au recouvrement des sommes dues par le promoteur.

§ 2. La violation des conditions d'octroi de la subvention visée à l'article 2 met fin de plein droit à son octroi.

#### CHAPITRE III. — *Des conditions de mise à disposition des halls relais agricoles*

**Art. 16.** Les conditions de mise à disposition relatives aux halls relais agricoles sont fixées comme suit :

1<sup>o</sup> les halls relais sont accessibles à tout utilisateur qui peut faire état de sa qualité d'agriculteur, au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

2<sup>o</sup> le loyer mensuel réclamé aux utilisateurs correspond au douzième de l'ensemble des charges annuelles de gestion nettes du bâtiment, y compris la charge d'amortissement nette, calculée sur base d'une durée d'amortissement de quinze ans pour les immeubles et de neuf ans pour les biens meubles;

3<sup>o</sup> la signature préalable d'un contrat de location par les parties, dont la durée ne peut, sans préjudice de la reconduction expresse du contrat, être inférieure à six mois, ni supérieure à cinq ans;

4<sup>o</sup> préalablement à la mise à disposition des infrastructures, une police d'assurance couvrant la responsabilité civile des utilisateurs en cas d'incendie et les risques professionnels dans le cadre de l'utilisation des infrastructures doit avoir été contractée par le promoteur du hall relais agricole.

L'avantage financier résultant de la formule du calcul du loyer mensuel visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, correspond à la différence entre le loyer payé par l'utilisateur du hall relais agricole et la valeur locative normale du même type de bien dans le secteur privé.

L'avantage financier octroyé à une même entreprise ne peut en aucun cas excéder un montant de deux cent mille euros par période de trois exercices fiscaux.

L'avantage financier ne peut être octroyé à une entreprise en difficulté.

Le cas échéant, le montant du loyer est majoré à due concurrence par l'exploitant du hall relais agricole.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 18.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 mai 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1381

[2011/202467]

**12. MAI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 22. Juli 2010 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, öffentliche Arbeiten und Landwirtschaft, insbesondere des Artikels 113;

Aufgrund des am 14. Juli 2010 und am 8. Februar 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Juli 2010 und am 10. Februar 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. März und am 5. April 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 49.305/4/AG des Staatsrats;

In Erwägung des am 4. Oktober 2010 verabschiedeten Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gewährung und Berechnungsmethoden der Subventionen für die landwirtschaftlichen Übergangshallen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Promotor: die in Artikel 113 des Programmdekrets vom 22. Juli 2010 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, öffentliche Arbeiten und Landwirtschaft, erwähnte juristische Person;

2° Landwirtschaftliche Übergangshalle: Gebäude zur Aufnahme von Aktivitäten zur Verarbeitung oder Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen, einschließlich der Lagerung durch Landwirte oder Genossenschaften für die Verarbeitung oder die Vermarktung, sowie die technischen Ausrüstungen und das Mobiliar dieser Gebäude, im Hinblick auf die Entwicklung kurzer Kreisläufe zur Aufwertung landwirtschaftlicher Erzeugnisse;

3° Verwaltung: die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° Berechnungssatz: Pro Quartal festgelegter Satz, der dem Durchschnitt des EURIBOR-Satzes mit einer Laufzeit von einem Jahr des vorangegangenen Quartals entspricht, erhöht um 1,5%, ohne dass dieser Satz jedoch 5% übersteigen darf.

**Art. 2 - § 1** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann das von einem Promotor vorgestellte Projekt zur Errichtung einer landwirtschaftlichen Übergangshalle gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Gegenstand einer Subvention sein.

§ 2 - Diese Subvention kann auf verschiedene Arten gewährt werden:

1° in Form einer Kapitalsubvention;

2° oder in Form einer Zinssubvention, falls der Promotor einen Kredit aufnimmt;

3° oder in Form einer Kombination der in den Punkten 1° und 2° erwähnten Subventionen.

In der in Artikel 8 erwähnten Antragsakte gibt der Promotor an, welcher Subvention oder Kombination von Subventionen er den Vorzug gibt.

Diese Wahl begründet keinerlei Recht zugunsten des Promotors und ist für die Verwaltung nicht bindend.

§ 3 - Der Subventionssatz wird um einen Bonus erhöht, wenn das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle:

1° sich in einer der Freizonen befindet, die in Artikel 38 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft erwähnt werden;

2° wenigstens zehn Landwirte betrifft;

3° zur direkten Schaffung von wenigstens fünf Vollzeitstellen entsprechenden Arbeitsplätzen führt.

**Art. 3 - § 1** - Die in Artikel 2 § 2 1° angeführte Subvention wird in aufeinanderfolgenden jährlich fälligen Teilbeträgen ausgezahlt.

§ 2 - Für die Investitionen in Immobilien entspricht der jährlich fällige Teilbetrag 4% des Nominalbetrags der Investition.

Dieser Satz wird um einen Bonus von 1% erhöht, wenn das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle eine der in Artikel 2 § 3 angeführten Eigenschaften besitzt.

Der Satz darf nicht um mehr als zwei Boni erhöht werden.

Die Anzahl der jährlich für eine Investition in Immobilien gewährten Teilbeträge darf nicht über fünfzehn liegen.

§ 3 - Für die Investitionen in bewegliche Güter entspricht der jährlich fällige Teilbetrag 6% des Nominalbetrags der Investition.

Dieser Satz wird um einen Bonus von 2% erhöht, wenn das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle eine der in Artikel 2 § 3 angeführten Eigenschaften besitzt.

Der Satz darf nicht um mehr als zwei Boni erhöht werden.

Die Anzahl der jährlich für eine Investition bewegliche Güter gewährten Teilbeträge darf nicht über neun liegen.

**Art. 4** - Falls der Promotor einen Kredit beansprucht, so wird die in Artikel 2 § 2 2° gewährte Zinssubvention in Form einer Übernahme der Zinsen, die die im Rahmen des Projekts einer landwirtschaftlichen Übergangshalle Investitionen fälligen Zinsen belasten, gewährt.

Die Zinssubvention entspricht der Differenz zwischen dem in Zinssatz von 1%, der zu Lasten des Promotors geht, und dem zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Darlehens mit der Kreditanstalt geltenden Berechnungssatzes.

Die Dauer der Zinssubvention darf sechs Jahre nicht übersteigen.

**Art. 5** - Die Bürgschaft der Wallonischen Region kann für jegliches Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle beantragt werden, für das der Promotor bei einer Kreditanstalt ein Darlehen aufgenommen hat.

Die durch den Promotor gebildeten Sicherheiten werden gegebenenfalls durch die Bürgschaft ergänzt. Die Bürgschaft darf in keinem Fall mehr als 75% der Restschuld des Darlehens für das beihilfefähige Projekt abdecken.

Der Anteil des Darlehens eines beihilfefähigen Projekts, der Gegenstand einer Bürgschaft ist, darf in keinem Fall 1.500.000 Euro übersteigen.

**Art. 6** - Der Bruttogesamtbetrag der in Artikel 2 angeführten Subvention, die ein und demselben Unternehmen gewährt wird, darf in keinem Fall zweihunderttausend Euro für einen Zeitraum von drei Steuerjahren übersteigen.

Die in Artikel 2 angeführte Subvention darf Unternehmen in Schwierigkeiten nicht gewährt werden.

Gegebenenfalls wird der Betrag der Subvention durch die Verwaltung entsprechend verringert.

**Art. 7** - Die in Artikel 2 angeführte Subvention wird auf der Grundlage eines Verfahrens zum Aufruf zur Einreichung von Projekten gewährt.

Die Regierung führt einmal jährlich im Laufe des ersten Halbjahres eines Kalenderjahres einen Aufruf zur Einreichung von Projekten durch.

**Art. 8** - § 1 - Innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Aufruf zur Einreichung von Projekten reicht der Promotor bei der Verwaltung eine Antragsakte ein.

Die Antragsakte ist der Verwaltung durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zu übermitteln.

§ 2 - Das Muster der Antragsakte wird durch die Verwaltung festgelegt.

Die Akte umfasst wenigstens:

1° die Identifizierung jedes Promotors des Projekts und gegebenenfalls die Eintragungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

2° den genauen Gegenstand des Projekts, d.h.:

a) die bautechnischen und technischen Merkmale der landwirtschaftlichen Übergangshalle, einschließlich der kurz-, mittel- und langfristigen Ausdehnungsmöglichkeiten;

b) die Modalitäten für die technische Verwaltung der landwirtschaftlichen Übergangshalle;

c) die durch die Verwirklichung der landwirtschaftlichen Übergangshalle verfolgten Ziele;

d) der Finanzplan;

e) die Prognosen bezüglich der Anzahl der direkt geschaffenen Arbeitsplätze und der betroffenen Landwirte;

3° die globale Schätzung der Kosten für die Durchführung des Projekts;

4° die Wahl der Art Subventionen oder der Kombination von Subventionen, denen der oder die Promoter den Vorzug geben;

5° die auf die geplante landwirtschaftliche Übergangshalle anwendbare allgemeine Dienstordnung, einschließlich der Mechanismen, die geeignet sind, eine periodische Bewertung zu ermöglichen und die Transparenz der von den Verwaltungsorganen getroffenen Entscheidungen zu gewährleisten;

6° für jeden Promotor eine Erklärung auf Ehrenwort, durch die bescheinigt wird, dass er seine Verpflichtungen, die sich aus den steuerrechtlichen, sozialen und umweltbezogenen Gesetzgebungen und Verordnungsbestimmungen ergeben, erfüllt hat;

7° den Beweis, dass wenigstens ein Landwirt im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor an dem Projekt beteiligt ist;

8° der Zeitplan für die einzelnen Schritte der Verwirklichung des Projekts.

**Art. 9** - § 1 - Die Verwaltung bestätigt dem Promotor innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Datum der Zustellung, dass die Antragsakte vollständig ist.

Falls die übermittelte Antragsakte unvollständig ist, informiert die Verwaltung den Promotor in der im vorangeführten Absatz erwähnten Frist und legt die Frist fest, innerhalb der die fehlenden Informationen ihr zu übermitteln sind.

§ 2 - Die Verwaltung prüft die vollständige Antragsakte und verfasst einen Bericht, in dem die Durchführbarkeit, die Tragbarkeit der Projekte sowie die Erheblichkeit des Finanzplans behandelt wird.

Dieser Bericht wird dem in Artikel 10 erwähnten begutachtenden Ausschuss innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Abschluss des in Artikel 7 erwähnten Verfahrens zum Aufruf zur Einreichung von Projekten übermittelt.

**Art. 10** - § 1 - Ein begutachtender Ausschuss mit folgender Zusammensetzung wird eingerichtet:

1° ein Vertreter des Ministers für Landwirtschaft;

2° ein Vertreter der Verwaltung;

3° ein von dem Minister für Landwirtschaft bezeichneter Experte der Mikroökonomie, dessen Fachkenntnisse auf dem Gebiet der Bewertung von Finanzplänen anerkannt sind;

4° ein von dem Minister für Landwirtschaft bezeichneter Experte der Agrarökonomie, dessen Fachkenntnisse auf dem Gebiet der Bewertung von landwirtschaftlichen Wirtschaftsprojekten anerkannt sind;

5° ein Vertreter des Ministers für Wirtschaft;

6° ein Vertreter der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

§ 2 - Innerhalb einer Frist von einem Monat ab der Zustellung des in Artikel 9 § 2 erwähnten Berichts der Verwaltung verfasst der Ausschuss ein Gutachten zu jedem Projekt, dass für eine Gewährung der in Artikel 2 erwähnten Subvention in Frage kommt. Zudem nimmt er die Einstufung der Projekte vor.

Diese Einstufung wird in absteigender Reihenfolge erstellt auf der Grundlage der in Artikel 113 des Programmdekrets vom 22. Juli 2010 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, öffentliche Arbeiten und Landwirtschaft, festgelegten Kriterien;

Der begutachtende Ausschuss übermittelt der Regierung diese Einstufung.

**Art. 11** - Auf der Grundlage der in Artikel 10 § 2 angeführten Einstufung bezeichnet die Regierung jene Projekte zur Errichtung von landwirtschaftlichen Übergangshallen, die denen die in Artikel 2 erwähnte Subvention gewährt werden kann.

Der Minister für Landwirtschaft teilt allen Promotoren, die eine gültige Antragsakte eingereicht haben, den Beschluss der Regierung mit.

**Art. 12** - § 1 - Die in Artikel 2 erwähnte Subvention wird durch den Minister für Landwirtschaft gewährt.

§ 2 - Die auf die landwirtschaftliche Übergangshalle anwendbare allgemeine Dienstordnung wird durch den Minister für Landwirtschaft oder durch seinen Stellvertreter genehmigt und dem Ministerialerlass zur Gewährung der Subvention beigelegt.

Jede Änderung der allgemeinen Dienstordnung der landwirtschaftlichen Übergangshalle wird vor ihrem Inkrafttreten dem Minister für Landwirtschaft oder seinem Stellvertreter zur Zustimmung unterbreitet.

Eine Klausel der allgemeinen Dienstordnung, die nicht vorab die Zustimmung des Ministers für Landwirtschaft oder seines Stellvertreter erlangt hat, gilt als ungeschrieben.

**Art. 13** - Das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle, das kraft des vorliegenden Erlasses Gegenstand einer Subvention ist, muss innerhalb einer Frist von maximal sechsunddreißig Monaten nach dem Datum, an dem der Erlass zur Gewährung dieser Subvention dem Promotor zugestellt worden ist, in Betrieb genommen werden, wobei die in Artikel 16 angeführten Bedingungen zu erfüllen sind.

Wird diese Frist nicht eingehalten, gilt die Subvention als verloren.

Der Minister für Landwirtschaft ist befugt, diese Frist um maximal zwölf Monate zu verlängern.

#### KAPITEL II — Kontrolle der Subventionen

**Art. 14** - Der von der Verwaltung beauftragte Bedienstete hat ständig freien Zugang zu der Buchführung und zu den Kontenbüchern der landwirtschaftlichen Übergangshalle sowie zu den in Artikel 16 Absatz 1 3° und 4° angeführten Verträgen.

Um die Beachtung der Bedingungen für die Gewährung der in Artikel 2 angeführten Subvention zu überprüfen, hat der von der Verwaltung beauftragte Bedienstete ständig freien Zugang zu den technischen Anlagen und Gebäuden der landwirtschaftlichen Übergangshalle.

**Art. 15** - § 1 - Die Außerbetriebnahme der landwirtschaftlichen Übergangshalle beendet von Rechts wegen die Gewährung der Subvention.

Erfolgt die Außerbetriebnahme der landwirtschaftlichen Übergangshalle innerhalb eines Zeitraums von fünfzehn Jahren ab dem Datum der in Artikel 13 angeführten Inbetriebnahme, so hat der Promotor die ihm gewährte Kapitalsubvention der Verwaltung zu erstatten.

Mittels einer vorab übermittelten Mahnung führt die Verwaltung unter Anwendung aller bestehenden Rechtsmittel die Beitreibung der durch den Promotor geschuldeten Beträge durch.

§ 2 - Der Verstoß gegen die in Artikel 2 angeführten Bedingungen zur Gewährung der Subvention beendet von Rechtswegen deren Gewährung.

#### KAPITEL III — Bedingungen für die Zuverfügungstellung der landwirtschaftlichen Übergangshallen

**Art. 16** - Die Bedingungen für die Zuverfügungstellung der landwirtschaftlichen Übergangshallen werden wie folgt festgelegt:

1° die landwirtschaftlichen Übergangshallen sind jeder Person zugänglich, die ihre Eigenschaft als Landwirt im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Beihilfen in der Landwirtschaft geltend machen kann;

2° die von den Nutzern verlangte Monatsmiete entspricht einem Zwölftel der gesamten jährlich für die Verwaltung des Gebäudes anfallenden Nettokosten, einschließlich des Nettobetrag der Amortisierungslasten, die auf der Grundlage einer Amortisierung über fünfzehn Jahre für die Gebäude und über neun Jahre für die beweglichen Güter berechnet werden;

3° die vorab erfolgte Unterzeichnung eines Mietvertrags zwischen den Parteien, dessen Dauer unbeschadet einer ausdrücklichen Vertragsverlängerung weder unter sechs Monaten, noch über fünf Jahren liegen darf;

4° vor der Zurverfügungstellung der Infrastruktur muss eine Versicherung, die die Haftpflicht der Nutzer bei einem Brand sowie die beruflichen Gefahren im Rahmen der Nutzung der Infrastruktur abdeckt, mit dem Promotor der landwirtschaftlichen Übergangshalle abgeschlossen worden sein.

Der finanzielle Vorteil, der durch die in Absatz 1, 2° angeführte Formel zur Berechnung der Monatsmiete entsteht, entspricht der Differenz zwischen der durch den Nutzer der landwirtschaftlichen Übergangshalle gezahlten Miete einerseits und dem gewöhnlichen Mietwert einer vergleichbaren Immobilie im Privatsektor andererseits.

Der finanzielle Vorteil, der einem Unternehmen gewährt wird, darf auf keinen Fall einen Betrag von zweihunderttausend Euro über einen Zeitraum von drei Steuerjahren übersteigen.

Der finanzielle Vorteil darf einem Unternehmen in Schwierigkeiten nicht gewährt werden.

Gegebenenfalls wird der Mietbetrag durch den Betreiber der landwirtschaftlichen Übergangshalle entsprechend erhöht.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 18** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Mai 2011

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1381

[2011/202467]

**12 MEI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling**

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken, inzonderheid op artikel 113;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juli 2010 en 8 februari 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 juli 2010 en 10 februari 2011;

Gelet op advies nr. 49.305/4/AG van de Raad van State, gegeven op 23 maart en 5 april 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest, gegeven op 4 oktober 2010);

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toekenning en modaliteiten van de berekening van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° promotor : de rechtspersonen bedoeld in artikel 113, eerste lid, van het programmadecreet van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken;

2° doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden : gebouw bestemd voor activiteiten inzake de verwerking of de afzet van landbouwproducten, met inbegrip van opslagactiviteiten, verricht door landbouwers of coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen alsmede de roerende of technische uitrusting van die gebouwen bestemd voor de ontwikkeling van "korte circuits" voor de valorisatie van landbouwproducten;

3° bestuur : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

4° berekeningscijfer : cijfer dat driemaandelijks bepaald wordt en dat gelijk is aan de gemiddelde waarde van de EURIBOR-rentevoet op één jaar van het vorige kwartaal dat met 1,5 % verhoogd is zonder evenwel het cijfer van 5 % te mogen overschrijden.

**Art. 2.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan een door een promotor voorgesteld project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden in aanmerking komen voor een toelage krachtens de bepalingen van dit besluit.

§ 2. De toelage wordt verleend in de vorm van :

1° ofwel een kapitaalsubsidie;

2° ofwel een interestsubsidie wanneer de promotor een krediet aangaat;

3° ofwel een verbinding tussen de in de punten 1° en 2° bedoelde subsidies.

In het in artikel 8 bedoelde kandidatuur dossier vermeldt de promotor de keuze van de subsidie of van de verbinding van subsidies waaraan hij de voorkeur geeft.

Die keuze geeft de promotor geen enkel recht en bindt het bestuur niet.

§ 3. Het subsidiepercentage wordt met een bonus verhoogd wanneer het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden :

1° gelegen is in één van de vrije zones bedoeld in artikel 38 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;

2° minstens tien landbouwers betreft;

3° rechtstreeks minstens 5 voltijds equivalenten creëert.

**Art. 3.** § 1. De in artikel 2, § 2, 1°, bedoelde kapitaalsubsidie wordt in opeenvolgende jaarlijkse schijven betaald.

§ 2. Voor de onroerende investeringen is de jaarlijkse schijf gelijk aan 4 % van het nominale investeringsbedrag.

Dat percentage wordt met een bonus van 1 % verhoogd, wanneer het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden één van de in artikel 2, § 3, bedoelde kenmerken vertoont.

Het percentage mag niet met meer dan twee bonussen verhoogd worden.

De jaarlijkse schijven die voor een onroerende investering toegekend worden, mogen niet hoger zijn dan vijftien.

§ 3. Voor de onroerende investeringen is de jaarlijkse schijf gelijk aan 6 % van het nominale investeringsbedrag.

Dat percentage wordt met een bonus van 2 % verhoogd wanneer het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden één van de in artikel 2, § 3, bedoelde kenmerken vertoont.

Het percentage mag niet met meer dan twee bonussen verhoogd worden.

De jaarlijkse schijven die voor een onroerende investering toegekend worden, mogen niet hoger zijn dan negen.

**Art. 4.** Wanneer de promotor een krediet aangaat, wordt de in artikel 2, § 2, 2°, bedoelde interestsubsidie verleend in de vorm van een tegemoetkoming in de tenlasteneming van de interestkosten die de investeringen betreffende het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden bezwaren.

De subsidie is gelijk aan het verschil tussen de rentevoet van 1 % ten laste van de promotor en het berekeningscijfer dat in werking is op het tijdstip van de ondertekening van de leningsakte met de kredietinstelling.

De duur van de interestsubsidie mag niet hoger zijn dan zes jaar.

**Art. 5.** De garantie van het Waalse Gewest kan gevraagd worden voor elk project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden dat het voorwerp uitmaakt van een toelage en waarvoor een lening door de promotor bij een kredietinstelling wordt aangegaan.

De garantie vult in voorkomend geval de door de promotor gestelde zekerheden aan. Ze mag in geen geval meer dan 75 % van het nog verschuldigde saldo van het krediet betreffende het in aanmerking komende project dekken.

Het gegarandeerde deel van de lening mag in geen geval de som van 1.500.000 euro per in aanmerking komend project overschrijden.

**Art. 6.** Het totaal brutobedrag van de in artikel 2 bedoelde toelage dat aan eenzelfde onderneming wordt toegekend, mag in geen geval de som van tweehonderdduizend euro overschrijden per periode van drie fiscale boekjaren.

De in artikel 12 bedoelde toelage mag niet aan ondernemingen in moeilijkheden toegekend worden.

In voorkomend geval wordt het bedrag van de toelage in evenredige mate door het bestuur verminderd.

**Art. 7.** De in artikel 2 bedoelde toelage wordt verleend volgens een procedure van projectenoproep.

In de loop van het eerste halfjaar van het kalenderjaar gaat de Regering tot een projectenoproep per jaar over.

**Art. 8. § 1.** Binnen een termijn van twee maanden na de projectenoproep dient de promotor een kandidatuur dossier bij het bestuur in.

Het kandidatuur dossier wordt aan het bestuur medegedeeld door elk middel dat vaste datum aan zijn verzending verleent.

§ 2. Het model van het kandidatuur dossier wordt door het bestuur bepaald.

Dat dossier bevat minstens :

1° de identificatie van elke promotor van het project en, in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen;

2° het precieze doel van het project, namelijk :

a) de fysische en technische kenmerken van het overwogen doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden met vermelding van de uitbreidingsvooruitzichten op korte, middellange en lange termijn;

b) de modaliteiten van het technische beheer van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden;

c) de door de uitvoering van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden nagestreefde doelstellingen;

d) het financieel plan;

e) de vooruitzichten in termen van creatie van rechtstreekse jobs en van betrokken landbouwers;

3° de globale financiële raming van de uitvoering van het project;

4° de keuze van het type subsidie of van de verbinding van subsidies waaraan de promotor(en) de voorkeur geeft (geven);

5° het huishoudelijk reglement dat van toepassing is op het overwogen doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden, met inbegrip van de mechanismen die als doel hebben de periodieke evaluatie en de doorzichtigheid van de door de beheersorganen genomen beslissingen te waarborgen;

6° voor elke promotor een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij zijn verplichtingen zoals ze voortvloeien uit de reglementaire wetgevingen en bepalingen op fiscaal, sociaal of milieuvlak heeft vervuld;

7° het bewijs dat het project minstens één landbouwer impliceert, in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector;

8° het vermoedelijke tijdschema voor de stappen van de uitvoering van het project.

**Art. 9. § 1.** Het bestuur bericht ontvangst van het volledige karakter van het kandidatuur dossier aan de promotor binnen tien werkdagen na ontvangst ervan.

Indien het overgemaakte kandidatuur dossier onvolledig is, stelt het bestuur de promotor binnen de in het vorige lid bedoelde termijn in kennis daarvan en bepaalt het de termijn waarin de ontbrekende gegevens het moeten worden medegedeeld.

§ 2. Het bestuur onderzoekt de volledige kandidatuur dossiers en maakt een verslag op over de haalbaarheid, de levensvatbaarheid van de projecten alsmede over de relevantie van het financiële plan.

Het verslag wordt aan het in artikel 10 bedoelde adviescomité overgemaakt binnen een termijn van twee maanden na afsluiting van de projectenoproep bedoeld in artikel 7.

**Art. 10. § 1.** Er wordt een adviescomité opgericht, dat bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Landbouw;

2° een vertegenwoordiger van het bestuur;

3° een door de Minister van Landbouw aangewezen deskundige inzake micro-economie wier deskundigheid erkend is in het beoordelen van financiële plannen;

4° een door de Minister van Landbouw aangewezen deskundige inzake landelijke economie wier deskundigheid erkend is in het beoordelen van landelijke economische projecten;

5° een vertegenwoordiger van de Minister van Economie;

6° een vertegenwoordiger van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.

§ 2. Binnen een termijn van één maand na ontvangst van het in artikel 9, § 2, bedoelde verslag van het bestuur stelt het comité een advies op over elk project dat voor de in artikel 2 bedoelde toelage in aanmerking komt en bepaalt het hun rangschikking.

De rangschikking wordt in dalende volgorde verricht op grond van de criteria bepaald in artikel 113 van het programmadecreet van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken.

De rangschikking wordt door het adviescomité aan de Regering medegedeeld.

**Art. 11.** Op grond van de in artikel 10, § 2, bedoelde rangschikking wijst de Regering de projecten van doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden aan, die in aanmerking komen voor de in artikel 2 bedoelde toelage.



De Minister van Landbouw deelt de door de Regering genomen beslissing mede aan het geheel van de promotoren die een ontvankelijk kandidatuurdossier hebben ingediend.

**Art. 12.** § 1. De in artikel 2 bedoelde toelage wordt door de Minister van Landbouw toegekend.

§ 2. Het huishoudelijk reglement dat van toepassing is op het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden, wordt door de Minister van Landbouw of door zijn afgevaardigde goedgekeurd en bijgevoegd bij het ministerieel besluit tot toekenning van de toelage.

Elke wijziging in het huishoudelijk reglement van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden wordt vóór de inwerkingtreding ervan onderworpen aan de goedkeuring van de Minister van Landbouw of van zijn afgevaardigde.

Elke clausule van het huishoudelijk reglement die van tevoren niet goedgekeurd is door de Minister van Landbouw of door zijn afgevaardigde wordt geacht niet geschreven te zijn.

**Art. 13.** Het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden dat krachtens dit besluit het voorwerp uitmaakt van een toelage, moet in dienst gesteld worden binnen een termijn van hoogstens zesendertig maanden na de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de toelage aan de promotor, en dit, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 16.

Zo niet wordt de toelage geacht verloren te zijn.

De Minister van Landbouw kan die termijn met maximum twaalf maanden verlengen.

## HOOFDSTUK II. — *Controle van de toelagen*

**Art. 14.** Het door het bestuur gemachtigd personeelslid heeft voortdurend vrije toegang tot de boekhouding en tot de rekeningenboeken van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden alsmede tot de contracten bedoeld in artikel 16, eerste lid, 3° en 4°.

Om te kunnen nagaan of de voorwaarden voor de toekenning van de in artikel 2 bedoelde toelage nageleefd worden, heeft het door het bestuur gemachtigd personeelslid voortdurend vrije toegang tot de technische installaties en lokalen van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden.

**Art. 15.** § 1. De verandering van bestemming van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden maakt van rechtswege een einde aan de toekenning van de toelage.

Als de verandering van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden binnen een periode van vijftien jaar te rekenen van de in artikel 13 bedoelde indienststelling plaatsvindt, worden de kapitaalsubsidies door de promotor aan het bestuur terugbetaald.

Mits voorafgaande aanmaning gaat het bestuur bij alle wettelijke middelen over tot de terugvordering van de door de promotor verschuldigde sommen.

§ 2. De schending van de voorwaarden voor de toekenning van de in artikel 2 bedoelde toelage maakt van rechtswege een einde aan de toekenning ervan.

## HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden*

**Art. 16.** De voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden worden bepaald als volgt :

1° de doorgangsgebouwen zijn toegankelijk voor elke gebruiker die zijn hoedanigheid van landbouwer in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector kan bewijzen;

2° de aan de gebruikers gevraagde maandelijkse huur is gelijk aan de twaalfde van het geheel van de jaarlijkse nettolasten van het beheer van het gebouw, met inbegrip van de nettolast van de afschrijving berekend op grond van een afschrijvingsduur van vijftien jaar voor de gebouwen en van negen jaar voor de roerende goederen;

3° de voorafgaande ondertekening van een huurcontract door de partijen, waarvan de duur onverminderd de uitdrukkelijke verlenging van het contract niet korter dan zes maanden, nog hoger dan vijf jaar mag zijn;

4° voor de terbeschikkingstelling van de infrastructuur dient een verzekeringspolis die de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de gebruikers in geval van brand en de beroepsrisico's in het kader van het gebruik van de infrastructuur dekt, aangegaan te zijn door de promotor van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden.

Het financiële voordeel voortvloeiend uit de in het eerste lid, 2°, bedoelde berekeningsformule voor de maandelijkse huur is gelijk aan het verschil tussen de huur betaald door de gebruiker van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden en de normale huurwaarde van hetzelfde type goed in de privésector.

Het financiële voordeel dat aan eenzelfde onderneming wordt toegekend, mag in geen geval een bedrag van tweehonderdduizend euro overschrijden per periode van drie fiscale boekjaren.

Het financiële voordeel mag niet aan een onderneming in moeilijkheden toegekend worden.

In voorkomend geval wordt het bedrag van de huur in evenredige mate door de exploitant van het doorganggebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden verhoogd.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 18.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 mei 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,

Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 1382

[C — 2011/31180]

**17 MARS 2011.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation de la décision de la commune d'Auderghem d'abroger partiellement le plan particulier d'affectation du sol n° 26, approuvé par arrêté royal du 17 avril 1962 et modifié par arrêté royal du 2 octobre 1981

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, notamment les articles 58 à 61;

Vu le plan régional d'affectation du sol approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001;

Vu le plan régional de développement approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 septembre 2002;

Vu le plan particulier d'affectation du sol n° 26 de la commune d'Auderghem (délimité par le boulevard du Souverain la limite communale avec Woluwe-Saint-Pierre, le chemin de Putdael, la drève des Deux Moutiers, l'avenue Louis Vercauteren, un sentier en intérieur d'îlot, la rue du Villageois, la rue du Vieux Moulin, l'avenue de Waha et l'avenue Valduchesse) approuvé par arrêté royal du 17 avril 1962 et modifié par arrêté royal du 2 octobre 1981;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 septembre 2009, par laquelle la commune d'Auderghem adopte le projet de décision d'abroger partiellement le plan particulier d'affectation du sol n° 26, en sa partie comprise entre l'alignement de la drève des Madones, la limite entre les zones A et B du plan, une ligne de 90 mètres longeant le bâtiment existant en intérieur d'îlot, une ligne perpendiculaire à la drève des Madones, la limite entre les parcelles 28d2 et 31r et une ligne parallèle à la limite entre les parcelles 28d2 et 28z située à 6 mètres de cette dernière;

Vu le rapport accompagnant ce projet qui justifie l'abrogation partielle du plan en lieu et place de sa modification;

Vu l'avis tardif de la Commission de Concertation en séance du 26 août 2010;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 octobre 2010, précisée par celle du 24 février 2011, par lesquelles la commune d'Auderghem adopte définitivement la décision d'abrogation partielle du plan particulier d'affectation du sol n° 26;

Considérant qu'il apparaît du dossier annexé à cette délibération que les formalités prescrites par les articles 59 et 60 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire ont été remplies; que l'avis de la Commission de Concertation est réputé favorable sans condition car l'avis a été émis au-delà du délai de soixante jour prescrit par l'article 60 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire;

Considérant que le plan particulier d'affectation du sol n° 26 vise notamment à organiser les affectations résidentielles tout en préservant la qualité verdoyante du quartier;

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 1382

[C — 2011/31180]

**17 MAART 2011.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van de beslissing van de gemeente Oudergem tot gedeeltelijke opheffing van het bijzonder bestemmingsplan nr. 26, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 17 april 1962 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 oktober 1981

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening, inzonderheid op de artikelen 58 tot 61;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan, goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001;

Gelet op het gewestelijk ontwikkelingsplan, goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 september 2002;

Gelet op het bijzonder bestemmingsplan nr. 26 van de gemeente Oudergem (begrensd door de Vorstlaan, de gemeentegrens met Sint-Pieters-Woluwe, de Putdaalweg, de Tweekloosterdreef, de Louis Vercauterenlaan, een pad op het binnenterrein van het huizenblok, de Dorpelingstraat, de Ouden Molenstraat, de de Wahalaan en het Hertoginnedal) goedgekeurd bij koninklijk besluit van 17 april 1962 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 oktober 1981;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 24 september 2009, waarbij de gemeente Oudergem haar goedkeuring hecht aan de ontwerpbeslissing om het bijzonder bestemmingsplan nr. 26 gedeeltelijk op te heffen voor het gedeelte begrensd door de rooilijn van de Madonnadreef, de grens tussen de zones A en B van het plan, een lijn van 90 meter langsheen het bestaande gebouw op het binnenterrein van het huizenblok, een lijn loodrecht ten opzichte van de Madonnadreef, de grens tussen de percelen 28d2 en 31r en een lijn parallel met de grens tussen de percelen 28d2 en 28z, gelegen op 6 meter van die grens;

Gelet op het verslag dat het ontwerp vergezelt, dat de gedeeltelijke opheffing van het plan verantwoordt in plaats van de wijziging ervan;

Gelet op het laattijdige advies van de overlegcommissie, uitgebracht tijdens de zitting van 26 augustus 2010;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 oktober 2010, verduidelijkt door die van 24 februari 2011, waarbij de gemeente Oudergem de beslissing tot gedeeltelijke opheffing van het bijzonder bestemmingsplan nr. 26 definitief goedkeurt;

Overwegende dat uit het bij deze beraadslaging gevoegde dossier blijkt dat de formaliteiten, voorgeschreven door de artikelen 59 en 60 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening, vervuld zijn; dat het advies van de overlegcommissie wordt geacht onvoorwaardelijk gunstig te zijn, want het advies werd uitgebracht na de termijn van zestig dagen die door artikel 60 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening wordt voorgeschreven;

Overwegende dat het bijzonder bestemmingsplan nr. 26 vooral de organisatie beoogt van de residentiële bestemmingen, waarbij het groene karakter van de buurt gevrijwaard blijft;